

DELIBERATION N° 82 - 18 du 26 OCTOBRE 1982
PORTANT APPROBATION DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU 3 JUIN 1982

Le Conseil d'administration de l'Agence financière de bassin Seine-Normandie, après en avoir délibéré, approuve le procès-verbal de la réunion du 3 Juin 1982.

Le Secrétaire
Directeur de l'Agence

Le Président
du Conseil d'Administration

Claude LEFROU

Lucien VOCHÉL

PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU 3 JUIN 1982
(3EME REUNION)

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie" s'est réuni sous la présidence de Monsieur le Préfet VOCHÉL, le 3 juin 1982 à 15 heures, à la Salle des Gardes de l'Hôtel de Ville de CAEN.

L'ordre du jour était le suivant :

- 1) Approbation des Procès-Verbaux des 26 février et 26 avril 1982
- 2) Adaptation du IVème Programme
- 3) Approbation du Compte Financier 1981
- 4) Décision modificative n° 3 au Budget 1982
- 5) Compte-Rendu d'activité 1981
- 6) Divers
 - Trésorerie
 - Décentralisation
 - Aide de l'Agence à la création de bassins écrêteurs de crues (autres que les grands barrages)
 - Remises gracieuses
 - Extension des locaux de la Délégation du Bassin de l'Oise.

Assistaient à la réunion

En qualité d'Administrateurs

M. VOCHÉL, Président
M. RICHARD, Vice-Président
M. ENGLANDER
M. HERANDE
M. COUPEZ
M. JOURDAN
M. de BOISFLEURY
M. le Dr TALON
M. PERIGAUD
M. ROUSSELIN
M. de BOURGOING

Avaient donné pouvoir

M. VERNY à M. PERIGAUD
M. VINCENT à M. RICHARD
M. DUBOIS à M. HERANDE
M. HOSSARD à M. VOCHÉL

Etait représenté

M. CHAMBOLLE par M. GLEIZES

Etaient absents excusés

M. PERNIN
M. TENAILLON
M. JEANNIN, Contrôleur Financier

Assistaient égalementAu titre du Comité de Bassin

M. BETTENCOURT
M. Charles SCHNEIDER

En qualité de Maire de CAEN

M. GIRAULT

Au titre de la Région d'Ile-de-France

Mlle LHERM

Au titre de la Région Basse-Normandie

M. PAGES

Au titre de la Ville de Paris

M. FILIPPI

En qualité de Délégué de Bassin

M. AMAYON

Au titre de l'Agence Comptable

MME MORAILLON

En qualité de représentant du personnel de l'Agence

M. MERILLON

Au titre de l'Agence

M. LEFROU, Directeur assisté de
 M. BRACHET, Secrétaire Général
 M. PINOIT
 M. HUAULT
 M. TIEN DUC
 M. ROMBAUT
 MME CHOUETTE
 M. BAYON DE NOYER
 Mlle CACCIATORE assurait le Secrétariat.

0

0 0

Monsieur le Président VOCHÉL ouvre la séance à 15 heures par le propos liminaire suivant :

J'ouvre la séance du Conseil d'Administration de l'Agence Financière du Bassin "Seine-Normandie", réuni aujourd'hui à CAEN, Capitale de la Basse-Normandie et siège de l'un des principaux sous-bassins.

Je remercie à nouveau bien vivement M. le Sénateur Maire, M. Jean-Marie GIRAULT, d'avoir bien voulu nous accueillir dans cette magnifique salle de l'Hôtel de Ville et je suis heureux de sa présence parmi nous.

Je voudrais également redire à M. BETTENCOURT combien mes collègues et moi-même lui savons gré de suivre régulièrement les travaux du Conseil d'Administration, d'y consacrer le temps nécessaire. Votre participation, Monsieur le Président, toujours marquée par la mesure, l'esprit de conciliation, la haute connaissance de nos problèmes, est pour nous infiniment précieuse, elle nous conforte souvent dans les choix des actions à mener. Elle est aussi le témoignage de la collaboration confiante, amicale et efficace qui s'est établie entre le Comité et son Agence, collaboration qui ne peut que favoriser l'action commune de nos deux organismes.

Comme le Comité, l'Agence étend son action sur tout ou partie de 25 départements et de 8 régions.

Elle a, depuis longtemps, perçu la nécessité d'installer des antennes de ses services dans différents points du bassin pour une meilleure connaissance des situations et des besoins, pour une plus grande efficacité.

Elle est, en effet, soucieuse de donner à chacune de ses interventions, même qualité et même valeur, quel qu'en soit le bénéficiaire.

Je crois savoir que cette organisation "déconcentrée" donne satisfaction aussi bien aux élus et responsables locaux intéressés, qu'aux techniciens qui ont à les aider dans leur tâche.

.../..

Mais si l'Agence a, depuis longtemps, diversifié l'implantation de ses services, jamais depuis plusieurs années son Conseil d'Administration ne s'est réuni hors de Paris, son siège légal.

C'est pourquoi, j'ai tenu à ce que soit repris le projet que les circonstances du printemps dernier avaient fait abandonner. Nous sommes donc venus rejoindre dans son département le représentant du Calvados, M. de BOURGOING. Une prochaine séance nous conduira peut-être vers l'Est du Bassin.

C'est là, à mon sens, une manière de témoigner de l'intérêt que le Comité de Bassin et l'Agence Financière portent - quelle que soit la régie quel que soit le lieu où ils se présentent - à tous les problèmes concernant l'alimentation en eau, l'assainissement, la reconquête de la qualité de nos rivières.

- L'amélioration de la ressource en eau est, je le sais, Monsieur le Sénateur l'une des préoccupations de l'Agglomération Caennaise. Les organismes de Bassin ne pouvaient que favoriser la réalisation des équipements nécessaires.

Le 4ème Programme élaboré en concertation avec vous-même, en a tenu compte. Vous avez été favorable à la création d'une zone d'action renforcée. En conséquence l'aide déjà accordée par l'Agence pour le fonctionnement de l'usine de l'Orne, sera accrue sous forme d'une subvention d'équilibre ce qui répond à votre souhait, et le raccordement des réseaux alimentés par l'eau de cette usine bénéficieront d'une aide complémentaire.

- D'autre part, j'ajouterai que dans la lutte contre la pollution, les équipements à mettre en place en Basse-Normandie n'ont pas été oubliés, qu'il s'agisse de la réalisation de grands collecteurs ou de stations d'épuration. C'est ainsi que des opérations importantes sont déjà individualisées par le 4ème Programme approuvé : grands collecteurs pour Trouville et Deauville, station d'épuration pour Falaise et aussi pour Vire et le Mont St-Michel.

La station d'épuration de la Ville de Caen a elle, été lancée et construite au titre du précédent programme, mes collègues ont eu le plaisir de la visiter ce matin.

- En ce qui concerne la reconquête de la qualité des rivières, je crois pouvoir dire que la Basse-Normandie a été dans ce domaine une région pilote. Elle le doit sans doute à la configuration bien circonscrite, bien délimitée, du bassin de ses rivières, mais aussi à la volonté de ses élus de mener les études indispensables, de rechercher et de développer la concertation, de chercher à sensibiliser l'opinion à ce problème et aux moyens de remédier à cette dégradation de l'état des rivières, de façon à ce que, quelle que soit la méthode adoptée (décision réglementaire générale, ou actions ponctuelles) une amélioration s'obtienne peu à peu. Le "Groupe d'études et d'information" de Caen a été particulièrement diligent, les études d'objectifs de qualité ont été ou sont effectuées sur l'ensemble des rivières. Il faut noter que le seul décret intervenu concerne des rivières de Basse-Normandie : la

Vire et l'Aure notamment. Les responsables de l'Agence ne peuvent qu'être encouragés par ces efforts qui rejoignent les leurs.

Je propose, maintenant, que nous abordions l'ordre du jour.

A côté des questions que nous retrouvons chaque année à notre séance de juin :

- compte financier de l'exercice écoulé
- décision modificative du budget en cours
- compte-rendu d'activité

nous avons à examiner la modification qu'il convient d'apporter au 4ème Programme à la suite du report de mise en application du coefficient de collecte. Lors de notre réunion de février, cette question avait été évoquée, le Ministre nous ayant fait connaître que la date d'application des textes réglementaires permettant cette majoration de la redevance "pollution" pour les usages domestiques de l'eau, était incertaine. Nous savons maintenant que ce coefficient dit de "collecte" ne pourra être mis en application avant 1983. Il est donc nécessaire d'en tirer les conséquences.

Nous terminerons nos travaux par le point de notre situation de trésorerie et par quelques réflexions sur les conséquences de la loi de décentralisation en ce qui concerne les modalités d'intervention des Agences, et rien ne s'opposera à ce que s'ajoutent des questions diverses que vous souhaiteriez évoquer à l'occasion de la présente séance.

0

0 0

Le Président passe aux différents points de l'ordre du jour.

I - APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 26 FEVRIER ET 26 AVRIL 1982

M. VOCHEL fait part des remarques de M. HERANDE sur le procès-verbal du 26 février 1982 incluses dans le dossier. Compte tenu de celles-ci, les procès-verbaux des 26 février et 26 avril 1982 sont adoptés à l'unanimité (délibérations 82-8 et 82-9).

II - ADAPTATION DU IVEME PROGRAMME

A l'initiation du Président, M. RICHARD donne lecture du rapport de M. VERNY :

Cette question avait été évoquée lors de notre dernière réunion en février. Mais à l'époque aucune décision ferme n'avait été prise. Par décision modificative, nous avons pris la précaution de réajuster le budget 1982 en recettes et en dépenses d'une part et en diminuant les dotations d'engagement 1982 de la ligne Transports d'eaux usées. En effet à l'époque, nous ne savions pas à quelle date le coefficient de collecte pourrait être mis en oeuvre.

Aujourd'hui, nous savons que la mise en application de ce coefficient ne pourra pas intervenir avant le 1er janvier 1983, et le Directeur de l'Agence propose d'en tirer les conséquences en adaptant le IVème Programme.

La solution proposée consiste à retenir pour l'année 1982 un coefficient de collecte de 1,15 intermédiaire entre les valeurs initialement retenues pour les années 1982 et 1983 respectivement 1,1 et 1,2. Cette proposition permet d'étaler dans le temps l'accroissement des sommes à percevoir sur les usagers domestiques. A partir de l'année 1984, les valeurs initiales seraient maintenues.

Dans ces conditions le programme Transports d'eaux usées ne serait amputé que de 52 MF, soit environ 5 %, des engagements initiaux, ce qui permet de maintenir à peu près les objectifs de cette partie du programme.

Simultanément, l'Agence propose de revoir la répartition interannuelle des dotations d'engagement de façon à répondre au mieux à la demande des collectivités locales qui s'avère forte. Ainsi en 1983, il est prévu de maintenir à 160 MF cette dotation (contre 110 en 1982).

La Direction de l'Agence a également présenté dans le dossier qui vous a été transmis, la solution qui consistait à décaler purement et simplement d'un an les coefficients prévus initialement. Dans ce cas, les capacités d'engagement de l'Agence se trouveraient considérablement réduites (près de 23 %).

Après discussion, votre Commission a estimé que cette dernière solution ne pouvait être envisagée et vous propose de retenir le coefficient de collecte de 1,15 pour 1983.

Certains membres de la Commission se sont inquiétés de savoir si le coefficient de collecte serait bien effectivement mis en oeuvre au 1er janvier 1983. Il s'agit là d'un problème important. En effet, le programme Transport d'eaux usées perdrait considérablement de son intérêt si un nouveau retard dans la mise en application devait intervenir. La Direction de l'Agence a souligné que du fait de la réduction progressive de l'assiette nette des redevances, l'Agence ne pourrait faire face aux engagements dans le domaine des réseaux sans ce surcroît de rentrées, et qu'il deviendrait même difficile de maintenir ces engagements au niveau existant pendant le 3ème programme. Elle a également fait ressortir la nécessité que soit connues au plus tard au mois d'octobre les modalités d'application du coefficient de collecte à partir du 1er janvier 1983 de façon à pouvoir informer complètement les parties prenantes que ce soit pour la perception de la contre-valeur ou pour communiquer les dotations d'engagement par département ou par région.

La Commission s'est ralliée à ce point de vue, en estimant qu'il s'agissait effectivement d'un aspect très important et elle vous suggère que des démarches en ce sens soient entreprises auprès des différents Ministères concernés.

M. PERIGAUD exprime son accord sur les propositions présentées. Cependant, il regrette que la position prise par l'Agence sur le programme transport se soit heurtée à un refus des pouvoirs publics. Il souligne que tout nouveau retard et toute imprécision sur l'application du coefficient de transport en 1983 et les années ultérieures compromettraient la politique de l'Agence sur le transport des eaux usées. C'est la crédibilité même de l'Agence qui est en jeu.

M. ENGLANDER renouvelle sa position selon laquelle il conteste que le programme transport doit être financé par les usagers domestiques. Cependant, il souhaite qu'une décision rapide soit prise par le Gouvernement.

M. GLEIZES précise que les textes réglementaires nécessaires devraient être signés en juin 1982. Mais cela ne préjuge pas de l'approbation des coefficients de collecte finalement adoptés. Il s'engage à ce que le Ministère de l'Environnement soutienne les propositions de l'Agence et soumette celles-ci à la Mission Interministérielle de l'Eau avant la mi-novembre.

M. RICHARD rappelle que la Commission des Finances a souhaité que des démarches soient entreprises auprès du Gouvernement pour que le coefficient de collecte puisse être mis en place au 1er janvier 1983. Le projet de vœu distribué en séance répond bien à ce souci.

Monsieur le Président VOCHÉL met aux voix les modifications du IVème Programme proposées en conséquence du report de l'application du coefficient de collecte. Celles-ci sont adoptées à l'unanimité moins l'abstention de M. ENGLANDER (délibération n° 82-10).

M. VOCHÉL met aux voix les valeurs proposées pour les coefficients de collecte pour les années 1983 et suivantes. Celles-ci sont approuvées à l'unanimité moins l'abstention de M. ENGLANDER (délibération n° 82-11).

M. VOCHÉL met en discussion le projet de vœu.

M. ENGLANDER conteste le paragraphe de ce projet dans lequel il est dit que le programme transport ne peut être financé que par l'application d'un coefficient de collecte majorant la redevance de pollution domestique.

D'autre part, il estime qu'il est inopportun d'attirer l'attention du pouvoir public sur la nécessité pour les Conseils Généraux de connaître la contribution de l'Agence au financement de leur programme d'investissement. Les décisions d'investissement dépendent des Maîtres d'Ouvrage et ceux-ci n'admettront pas que les Conseils Généraux deviennent leurs tuteurs.

Un large débat s'instaure sur la programmation des investissements en matière d'assainissement et leur financement par des subventions de l'Etat, du Département et de l'Agence.

M. de BOURGOING et M. BETTENCOURT s'accordent pour mettre en valeur l'importance des programmes départementaux. Ils indiquent qu'il y a le plus souvent complémentarité entre les financements étatiques et départementaux.

M. ENGLANDER estime que les partenaires normaux de l'Agence pour la programmation sont les services départementaux de l'Etat et non les Conseils Généraux. Les fonds de l'Agence sont des fonds quasi étatiques et leur emploi relève plus de la compétence du Commissaire de la République que des Conseils Généraux. Une nouvelle rédaction du voeu est mise au point de nature à satisfaire à la fois M. ENGLANDER et les autres Administrateurs.

M. RICHARD donne lecture d'une note de M. VINCENT concernant le coefficient de collecte, ainsi qu'il suit :

"La mise en place de cet accroissement de redevance qui ne touchera que les collectivités pose problème car elle dépasse les compétences du seul Comité de Bassin. Considérant que cette opération nécessite un décret, que les pouvoirs publics privilégient la lutte contre l'inflation, que tous doivent faire un effort pour abaisser les prix, on peut craindre de ne pas être en mesure d'appliquer ce coefficient en 1983. Ne risque-t-on pas de devoir rééquilibrer le budget en concevant un programme différent d'augmentation des redevances qui ne nécessiterait pas la mise en oeuvre d'un nouveau texte, même si la péréquation se fait entre tous les usagers et pas seulement ceux des collectivités ? Les comptes 1981 (voir question 3 annexe 5) permettent de constater par ailleurs que les redevances "Collectivités et Distributeurs privés" sont en forte hausse (de 11 à 20 % pour la redevance prélèvement et de 15 à 18 % pour la redevance pollution).

Au terme du débat, M. VOCHÉL met aux voix le voeu, dans sa rédaction définitive. Celui-ci est adopté à l'unanimité (Annexe 1).

III - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER 1981

A la demande de M. VOCHÉL et après présentation par MME MORAILLON du compte financier 1981, M. RICHARD donne lecture du rapport de M. VERNY :

Comme chaque année, un point important de l'ordre du jour de notre réunion de printemps est l'examen du compte financier de l'exercice précédent et du bilan qui en ressort. Vous avez pu prendre connaissance du rapport présentée par Madame MORAILLON, Agent Comptable, qui fait ressortir, d'une façon très claire, les points principaux de l'exercice et de ses résultats.

Dans sa présentation orale à la Commission, notre Agent Comptable a insisté sur les éléments qu'il convient d'extraire pour faire ressortir des comparaisons plus proches de la réalité, notamment en ce qui concerne les doubles comptes dus aux consolidations d'avances et les créances vis à vis d'établissements en règlement judiciaire.

La Commission a souhaité que le futur plan comptable permette une comptabilisation à part des créances douteuses qui sont en forte augmentation, car actuellement les prêts, dont l'amortissement est suspendu, se retrouvent au bilan dans le compte des créances à court terme, alors que justement elles sont indisponibles jusqu'à meilleure fortune des établissements en difficulté mais autorisés à continuer l'exploitation.

La Commission s'est penchée sur l'évolution en diminution des rentrées de redevances en francs constants et le Directeur a fait observer que c'est le résultat de la conjonction de trois causes : la crise économique, un climat plus humide qui a réduit les besoins en eau et l'effet de l'épuration croissante.

L'exercice 1981 alimente encore le fonds de roulement de 30 MF environ, mais ce fonds ne représente plus que 4,6 mois de fonctionnement contre 5,1 en 1980. L'accélération des dépenses d'intervention en faveur du barrage Aube et de la station de Valentigney, à quoi s'ajoutera le coût d'achat des nouveaux bureaux de Nanterre, va conduire rapidement à un renversement de la situation.

Votre Commission a constaté que la structure des dépenses de fonctionnement avait peu évolué, sauf en ce qui concerne l'information du public et des redevables à l'occasion de la présentation du IVème Programme d'Intervention. De même, le rapport des aides remboursables aux subventions d'équipement a peu varié.

La Commission, qui a félicité Madame MORAILLON pour la qualité de son travail, vous propose d'approuver le compte financier.

M. RICHARD donne ensuite lecture de la note suivante de M. VINCENT :

"Le rapport très clair qui nous est présenté explique lui-même tous les chiffres et le Conseil d'Administration se doit de remercier Madame l'Agent Comptable de mettre sous nos yeux un document extrêmement parlant permettant de se faire une idée tout à fait précise des actions et du fonctionnement de l'Agence et de leurs évolutions par rapport à l'année précédente.

Si on retranche 26 MF de créances douteuses et si on ajoute 7 MF de placement, le résultat net réel est de 5 MF, ce qui représente un montant de l'ordre du centième des produits. Recettes et dépenses ont donc été très bien équilibrées, ce qui traduit que les affaires ont été bien gérées par nos Commissions et par l'Agence chargée de les préparer. Par ailleurs, la gestion s'est sensiblement peu écartée des prévisions du budget.

Un chapitre spécial expose certaines difficultés dans le recouvrement des redevances émises, mais on peut constater que de nombreux efforts sont déployés par l'Agent Comptable pour obtenir un taux de recouvrement global très correct, même si 30,5 MF restent à recouvrer. Notons que sur les 26 MF de créances douteuses il serait intéressant de connaître la part correspondant au remboursement de prêts et la part correspondant aux redevances."

M. LEFROU précise que l'essentiel des créances douteuses dont il a été fait état sont dues à des prêts à des industries du papier.

M. BETTENCOURT rappelle que l'Etat apporte des sommes considérables à ces industries. Il ne serait donc pas normal que l'Agence ne rentre pas dans ces fonds.

Mme MORAILLON explique qu'il s'agit de règlements judiciaires pour lesquels l'Agence est créancière dans la masse.

Le Président met aux voix le compte financier 1981. Celui-ci est approuvé à l'unanimité (délibération n° 82-12).

IV - DECISION MODIFICATIVE N° 3 AU BUDGET 1982

M. RICHARD donne lecture du rapport de M. VERNY :

La décision modificative n° 3, qui vous est présentée, a pour objet principal les reports de crédits de paiement engagés au cours de l'exercice précédent. Le détail que vous avez pu consulter dans le dossier qui vous a été adressé est complété par un additif, que vous avez trouvé à votre place. Il comporte notamment le report d'un reliquat de 555 000 F à régler sur les prêts exceptionnels hors programme décidés voilà deux ans.

Outre ces reports, l'Agence vous présente divers aménagements du budget, par virements de comptes à comptes, afin d'assurer une plus grande rigueur dans les imputations. A cette occasion, votre Commission des Finances a souhaité qu'un bilan financier de la plateforme d'essai de Colombes vous soit présenté lors de notre prochaine réunion et que son budget soit présenté de façon à permettre un meilleur suivi des engagements et dépenses.

Le Directeur de l'Agence sollicite une augmentation des crédits d'étude de 1 MF afin de résorber le retard dans l'analyse et la programmation des diverses chaînes de traitement de l'information nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions du IVème Programme.

Après en avoir délibéré, votre Commission vous propose d'accorder ce supplément, justifié en grande partie par les difficultés à trouver du personnel dans ce domaine, tout en émettant le souhait que le recours à la sous-traitance soit réduit le plus rapidement possible.

.../...

Enfin, certains membres de la Commission ont souhaité que le Ministère de l'Environnement fasse à nouveau des démarches pour éviter à l'Agence de voir le produit de ses placements amputés d'un quart au titre de l'assujettissement de l'établissement à l'impôt sur les Sociétés.

Pour le reste, la décision modificative n'appelle pas d'observation particulière de la Commission qui vous propose donc de l'approuver sans modification.

M. GLEIZES indique qu'il est nécessaire que l'Agence paye ses impôts sur les bénéficiaires non commerciaux, l'Administration fiscale n'ayant pas l'intention de modifier sa position.

Aucune autre observation n'étant faite, la décision modificative n° 3 est adoptée à l'unanimité (délibération n° 82-13).

V - COMPTE-RENDU D'ACTIVITE 1981

Le Président soumet au Conseil d'Administration le compte-rendu d'activité 1981.

M. RICHARD fait part des réflexions suivantes de M. VINCENT :

"Il s'agit aussi ici d'un document extrêmement intéressant qui mériterait peut-être d'avoir une diffusion élargie non seulement aux Membres du Comité de Bassin mais aussi à différents organismes publics ou privés concernés par le domaine de l'eau et du Bassin. Bien sûr on peut utiliser le support de la revue Seine-Normandie, mais il vaudrait sans doute mieux faire une diffusion à part si on veut laisser à cette revue une étiquette indépendante de celle d'un journal officiel de l'Agence, comme ceci est suggéré par ailleurs.

A la lecture de ce compte-rendu, qu'il me soit permis de faire une remarque à propos des pages 20 à 25 relatives aux ressources en eau.

L'analyse de la page 20 semble un peu erronée et en désaccord en tout cas avec le graphique de la page 10. Il convient de dire que les engagements "ressources" restent tout à fait stationnaires en francs courants, si on fait abstraction des acquisitions foncières débloquées d'un seul coup pour le barrage Aube. Les engagements 1980 étaient de 118 MF (et non pas 153 MF) et ceux de 1981 sont de 111 MF sans le barrage Aube.

On constate une progression du nombre d'aides depuis deux ans, ce qui tend à prouver que les petits demandeurs sont plus fréquents et ceci est sans doute une conséquence des campagnes d'information.

En règle générale, si on tient compte de l'inflation, il y a une diminution des investissements "ressources" et celle-ci est encore plus nette dans la région parisienne où les engagements sont passés de 52 MF en 1980 à 27 MF en 1981. En effet, le montant stationnaire des ventes d'eau de ces dernières années ne permet plus à un gros service comme le S.C.B.P.E. par exemple de dégager un autofinancement suffisant pour entreprendre des opérations dont les dossiers sont pourtant prêts.

Les services d'eau (ou tout au moins le S.C.B.P.E.) de la région parisienne ne peuvent finalement bénéficier pleinement des possibilités de subvention qui leur sont proposées, que si le taux d'aide est suffisant vis-à-vis de l'autofinancement disponible. On pourra sans doute dans le IVème Programme mieux engendrer les investissements dits de sécurité dans la mesure où une zone d'activité renforcée aura été créée, mais, dans bien des cas, des financements complémentaires à ceux de l'Agence devront être recherchés, notamment lorsqu'il s'agit d'investissements où l'utilisateur de la collectivité ne doit pas être le payeur (exemple de la liaison Seine-Marne rendue nécessaire par la présence de la centrale de Nogent). A cause du souci que nous avons de maintenir nos prix, nous craignons en effet de ne plus dégager l'autofinancement suffisant pour pouvoir en quelque sorte "rapatrier" le fruit des redevances versées par nos abonnés.

M. BETTENCOURT souhaite que les Membres du Comité de Bassin puisse disposer de ce compte-rendu en un nombre d'exemplaires suffisants pour mieux informer leurs mandants. Des informations diversifiées par département leur seraient très utiles.

Au terme de la discussion, ce compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

VI - DIVERS

1) Trésorerie

M. LEFROU commente la courbe de trésorerie 1982. Celle-ci est conforme aux prévisions. Elle permet de constater une diminution de la trésorerie par rapport au budget, qui est l'amorce d'une décroissance qui se poursuivra en 1983 et 1984.

M. RICHARD donne lecture des remarques de M. VINCENT :

C'est une question qui a déjà été soulevée, mais on ne peut que regretter l'immobilisation permanente d'un montant de 167 MF en Obligations de l'Etat et Bons du Trésor. Ce "matelas" de sécurité ne correspond pas pour l'Agence à un véritable besoin et il est d'ailleurs d'autant plus inutile qu'il est moins "liquide" (obligations). On pourrait soit envisager des prêts hors programme sur certaines opérations urgentes, soit encore éviter de différer les aides du programme "transport" en attendant la mise en place du coefficient de collecte ou de son équivalent.

Le Conseil d'Administration prend acte de cette information.

2) Décentralisation

M. LEFROU indique que l'Agence "Seine-Normandie" est rapporteur de cette question à la Conférence des Présidents du 11 juin 1982 à la Rochelle. Les problèmes pratiques posés à l'Agence par la Décentralisation seront la conséquence de la future loi sur les compétences. Le document proposé est donc une hypothèse. Cependant, on peut s'atten-

dre à ce que le pouvoir financier pour l'assainissement soit au niveau départemental. Cela devrait conduire les Agences à établir une concertation avec les Départements pour la programmation à l'échelon départemental.

M. VOCHÉL souhaite que soit établi un tableau comparatif entre la situation actuelle et la situation à prévoir après la publication de la loi sur les compétences. Il souhaite qu'à l'issue de la réunion de la Rochelle, des suggestions de modifications du projet de loi puissent être présentées au Gouvernement.

M. RICHARD donne lecture des remarques de M. VINCENT :

Il apparaît effectivement très prématuré, alors qu'on ne connaît pas encore comment se répartiront les crédits entre régions, départements et communes, de définir de nouvelles modalités d'interventions de l'Agence. Si, comme ceci est suggéré page 4 l'Agence venait à diversifier son taux d'aide suivant ses propres critères de jugement cas par cas, ceci aurait pour conséquence immédiate d'éliminer les effets de la décentralisation, car c'est en définitive l'Agence qui centraliserait le pouvoir par ses décisions de financement et la représentativité du bassin risquerait d'aller à l'encontre de la représentativité locale.

M. MERILLON se félicite de la décentralisation mais fait part des inquiétudes du personnel des Agences sur son application à l'eau. Il remarque en effet que le projet de loi n'évoque pas le bassin alors que des objectifs au niveau du bassin peuvent être en contradiction avec ceux des régions ou des départements.

M. ENGLANDER remarque qu'il existe déjà beaucoup d'organismes dans le domaine de l'eau. Il craint que la décentralisation n'aggrave cette situation. Il souhaite une définition nette des compétences. Il estime que les Agences devraient être les embryons de futurs établissements publics interrégionaux, en liaison directe avec les Maîtres d'Ouvrages.

M. VOCHÉL invite les Administrateurs à présenter leurs observations écrites à l'Agence afin qu'elles puissent être présentées à la réunion de la Rochelle le 11 juin 1982.

3) Aide de l'Agence à la création de bassins écreteurs de crues

A la demande de M. VOCHÉL, M. RICHARD fait part des observations de M. VINCENT qui se demande pourquoi l'Agence ferait reposer ce type de charges sur l'utilisateur de l'eau, alors que la loi interdit aux communes de répartir sur la facture d'eau le coût de l'évacuation des eaux pluviales qui doit figurer sur un budget à part.

Après délibération, les propositions présentées sont adoptées à l'unanimité moins l'abstention de M. VINCENT (délibération n° 82-14).

.../...

4) Remises gracieuses

Mme MORAILLON expose que les demandes présentées sont des demandes classiques et que les remises proposées correspondent aux règles habituelles. Elle rappelle qu'un relèvement des plafonds de compétence est envisagé. Après délibération, le Conseil d'Administration accorde les remises gracieuses proposées (Délibération n° 82-15).

5) Extension des locaux de la Délégation du bassin de l'Oise

M. LEFROU rappelle que le principe de cette extension avait été décidé avec le budget 1982. Mais le projet envisagé s'est révélé irréalisable pour des raisons architecturales. Il est donc proposé un autre projet consistant à réaliser tout de suite l'extension maximale des locaux, ce qui conduit à un coût un peu supérieur à celui qui avait été indiqué lors de l'adoption du budget.

Après délibération, le Conseil approuve la proposition présentée (Délibération n° 82-16).

6) Pollution accidentelle des réseaux de distribution d'eau potable

M. VOCHEL informe le Conseil d'une disposition demandée par le Ministère en faveur des réseaux d'eau potable, dans le cas de pollution accidentelle, et présente la note remise en séance prévoyant l'extension de l'attribution d'une aide de l'Agence en subvention accordée par le Directeur aux réseaux non interconnectés de la Zone d'Action Renforcée de l'Agglomération Parisienne.

A la demande de M. ENGLANDER, il est confirmé que cette aide est accordée aux Collectivités Locales et non aux Sociétés fermières.

Après délibération, le Conseil d'Administration approuve les propositions présentées (Délibération n° 82-17).

0

0 0

M. ENGLANDER regrette le reproche d'absentéisme fait aux Membres élus des Commissions des Aides. Il souhaite que pour résoudre ce problème, on envisage d'ouvrir les Commissions aux Membres élus du Comité de Bassin.

M. BETTENCOURT estime que cette solution pourrait être retenue.

0

0 0

.../...

L'ordre du jour étant épuisé, M. VOCHÉL souhaite que le Conseil d'Administration se réunisse à nouveau en province une fois par an. La réunion de 1983 pourrait être à Troyes, dans la mesure où les travaux du barrage Aube seront avancés.

La séance est levée à 17 heures.

0

0

0

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN
"SEINE-NORMANDIE"

DELIBERATION N° 82-8 DU 3 JUIN 1982
PORTANT APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU 26 FEVRIER 1982

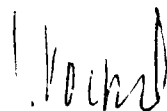
Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie", après en avoir délibéré, approuve le procès-verbal de la réunion du 26 février 1982, compte tenu de la modification ci-annexée.

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,



Claude LEFROU

LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Lucien VOCHEL

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 82-8 DU 3 JUIN 1982
MODIFICATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU 26 FEVRIER 1982

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 26 février 1982 doit faire l'objet de la modification suivante :

A la page 10, l'intervention de M. HERANDE doit prendre la forme suivante :

"Monsieur HERANDE est du même avis et souhaite que les Collectivités Locales et le Public sachent que si efficaces que soient les barrages, ils ne sauraient avoir une efficacité absolue dans le cas de crues exceptionnelles et qu'il convient de rester vigilant en évitant en particulier d'autoriser des constructions dans des zones inondables".

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN
"SEINE-NORMANDIE"

DELIBERATION N° 82-9 DU 3 JUIN 1982
PORTANT APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU 26 AVRIL 1982

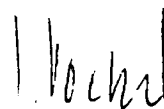
Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin,
après en avoir délibéré, approuve le procès-verbal de la réunion du
26 avril 1982.

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,



Claude LEFROU

LE PRESIDENT,
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Lucien Vochel

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

DELIBERATION N° 82-10 DU 3 JUIN 1982
PORTANT ADAPTATION DU IVÈME PROGRAMME 1982-1986

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie"

- Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution

- Vu le décret n° 66-700 du 14 décembre 1966 relatif aux Agences Financières de Bassin

D E L I B E R E

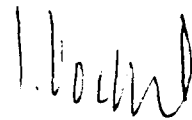
La modification du IVème Programme d'Intervention de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie" 1982-1986, annexée à la présente délibération, est adoptée sous réserve que les textes réglementaires pris en application de l'article 14-1 de la loi modifiée du 16 décembre 1964 soient complétés pour permettre sa prise en considération.

Le Secrétaire,
Directeur de l'Agence,

Le Président du
Conseil d'Administration,



Claude LEFROU



Lucien VOCHEL

3.2.1. - REPARTITION DES ENGAGEMENTS POLLUTION PAR TYPE D'AIDE. (en millions de francs)

ligne-modifiée

| Rubrique | Montant des travaux | Subventions | Prêts | Avances | Engagements Totaux |
|---|---------------------|--------------------|------------|------------|--------------------|
| 4210 - Stations des collectivités | | | | | |
| MO + MES | 1096 | 424 | | 10 | 434 |
| Azote | <u>388</u> | <u>155</u> | | — | <u>155</u> |
| Total (9) | 1484 | 579 | | 10 | 589 |
| 4220 - Transport d'eaux usées | | | | | |
| 4220.1 - Réseaux - Grands collecteurs * | 1880 | 376 | | 376 | 752 |
| 4220.2 - Amélioration des réseaux * | 515 | 103 | | 103 | 206 |
| 4220.3 - Assainissement autonome * | <u>175</u> | <u>35</u> | | <u>35</u> | <u>70</u> |
| Total (10) * | 2570 | 514 | | 514 | 1028 |
| 4230 - Stations industrielles | | | | | |
| 4230.1 - Pollution classique et azotée | | | | | |
| MO + MES | 485 | 179 | 97 | 12 | 288 |
| Azote | 169 | 101 | | | 101 |
| 4230.2 - Pollution toxique | 142 | 59 | 40 | 3 | 102 |
| 4230.3 - Pollution mixte | <u>87</u> | <u>44</u> | <u>17</u> | — | <u>61</u> |
| Total (11) | 883 | 383 | 154 | 15 | 552 |
| 4240 - Déchets | | | | | |
| 4241 - Centre de déchets | 41 | 6 | 12 | | 18 |
| 4242 - Fonctionnement des centres de déchets | <u>498</u> | <u>158</u> | — | | <u>158</u> |
| Total (12) | 539 | 164 | 12 | | 176 |
| 4250 - Assistance technique Total (13) | 172 | 86 | | | 86 |
| 4280 - Divers | | | | | |
| 4280.1 - Pollutions accidentelles. Vidanges | 87 | 6 | 50 | 7 | 63 |
| 4280.1 - Remise en état des stations | 100 | 20 | 6 | 10 | 36 |
| 4280.3 - Mesures et Objectifs de qualité | 90 | 66 | | | 66 |
| 4280.4 - Divers (technologies, etc...) | <u>71</u> | <u>23</u> | <u>12</u> | — | <u>35</u> |
| Total (14) | 348 | 115 | 68 | 17 | 200 |
| 4300.2 - Etudes | 32 | 32 ⁽¹⁾ | | | 32 |
| Total (9) + (10) + (11) + (12) + (13) + (14) + (6b) hors primes et aide au bon fonctionnement * | <u>6028</u> | <u>1873</u> | <u>234</u> | <u>556</u> | <u>2663</u> |
| 4260 - Primes des collectivités locales | | | | | |
| Total (15) | | 1666 | | | 1666 |
| 4270 - Aide au bon fonctionnement | | | | | |
| 4271 - Collectivités locales | | | | | |
| MO + MES | | 439 | | | 439 |
| Azote | | <u>24</u> | | | <u>24</u> |
| Total (16) | | 463 | | | 463 |
| 4272 - Industriels | | | | | |
| MO + MES + MI | | 68 | | | 68 |
| Azote | | <u>6</u> | | | <u>6</u> |
| Total (17) | | 74 | | | 74 |
| - Fonctionnement | | | | | |
| Total (8b) | | 312 ⁽¹⁾ | | | 312 |
| Total général du programme pollution (9) + (10) + (11) + (12) + (13) + (14) + (6b) + (15) + (16) + (17) + (8b) * | | <u>4388</u> | <u>234</u> | <u>556</u> | <u>5178</u> |
| Total général hors études et frais de fonctionnement (9) + (10) + (11) + (12) + (13) + (14) + (15) + (16) + (17) * | | <u>4044</u> | <u>234</u> | <u>556</u> | <u>4834</u> |

(1) Dépenses directes de l'Agence

Pour le calcul des différents types de redevance, il est nécessaire de faire un regroupement des différentes lignes du programme.
* ligne modifiée

| Rubrique | Montant des travaux | Subventions | Prêts | Avances | Engagements Totaux |
|---|---------------------|-------------|-------|---------|--------------------|
| Pollution classique et toxique 4210 (MO + MES) - 4230.1 (MO + MES) 4230.2 - 4230.3 - 4241 - 4242 - 4250 - 4280 | 2869 | 1071 | 234 | 42 | 1347 |
| Pollution azotée 4210 (Azote) - 4230.1 (Azote) | 557 | 256 | | | 256 |
| Transport d'eaux usées 4220.1 - 4220.2 - 4220.3 | * 2570 | 514 | | 514 | 1028 |
| Etudes 4300.2 | 32 | 32 | | | 32 |
| Total hors primes et aide au bon fonctionnement | * 6028 | 1873 | 234 | 556 | 2663 |

3.2.2. - TABLEAU PREVISIONNEL DE REPARTITION DES DECISIONS ET DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU IV^e PROGRAMME

| Pollution | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | s/s total 1982-1986 | 1987 | 1988 | total période |
|---|------|------|------|------|------|---------------------|------|------|---------------|
| Stations d'épuration des collectivités locales | 124 | 126 | 101 | 90 | 148 | 589 | | | 589 |
| Transport d'eaux usées * | 110 | 160 | 200 | 248 | 310 | 1028 | | | 1028 |
| Stations industrielles | 97 | 101 | 110 | 122 | 122 | 552 | | | 552 |
| Déchets | 35 | 35 | 35 | 35 | 36 | 176 | | | 176 |
| Assistance technique | 12 | 14 | 17 | 20 | 23 | 86 | | | 86 |
| Divers | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 200 | | | 200 |
| Sous-total * | 418 | 476 | 503 | 555 | 579 | 2631 | | | 2631 |
| Primes des collectivités locales | 174 | 212 | 236 | 270 | 299 | 1191 | 313 | 162 | 1666 |
| Aide au bon fonctionnement | | | | | | | | | |
| - collectivités locales | 67 | 78 | 87 | 110 | 121 | 463 | - | - | 463 |
| - industries | 11 | 13 | 15 | 16 | 19 | 74 | - | - | 74 |
| Total général hors études et frais de fonctionnement * | 670 | 779 | 841 | 951 | 1118 | 4359 | 313 | 162 | 4834 |
| Etudes pollution | 6 | 6 | 6 | 7 | 7 | 32 | - | - | 32 |
| Frais de fonctionnement (imputable au programme Pollution) | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 240 | 48 | 24 | 312 |
| Total général programme Pollution * | 724 | 833 | 895 | 1006 | 1173 | 4631 | 361 | 186 | 5178 |

3.2.3. - ECHEANCIER DES PAIEMENTS DU IV^e PROGRAMME POLLUTION

| Rubrique | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | mi 1988 | solde | Total |
|--|------|------|------|------|------|------|---------|-------|-------|
| (9) Stations des collectivités | 19 | 62 | 90 | 99 | 110 | 102 | 61 | 46 | 589 |
| (10) Transport d'eaux usées * | 22 | 97 | 142 | 188 | 239 | 223 | 42 | 85 | 1028 |
| (11) Stations industrielles | 15 | 49 | 76 | 97 | 114 | 100 | 60 | 41 | 552 |
| (12) Déchets | 5 | 18 | 26 | 32 | 35 | 30 | 18 | 12 | 176 |
| (13) Assistance technique | 2 | 6 | 10 | 14 | 18 | 17 | 11 | 8 | 86 |
| (14) Divers | 6 | 20 | 30 | 36 | 40 | 34 | 20 | 14 | 200 |
| (15) Primes des collectivités locales | 174 | 212 | 236 | 270 | 299 | 313 | 162 | 0 | 1666 |
| (16) Aide au bon fonctionnement C.L. | 67 | 78 | 87 | 110 | 121 | 0 | 0 | 0 | 463 |
| (17) Aide au bon fonctionnement Industriels | 11 | 13 | 15 | 16 | 19 | 0 | 0 | 0 | 74 |
| Total pollution (hors études et fonctionnement) * | 321 | 545 | 712 | 862 | 995 | 819 | 374 | 206 | 4834 |

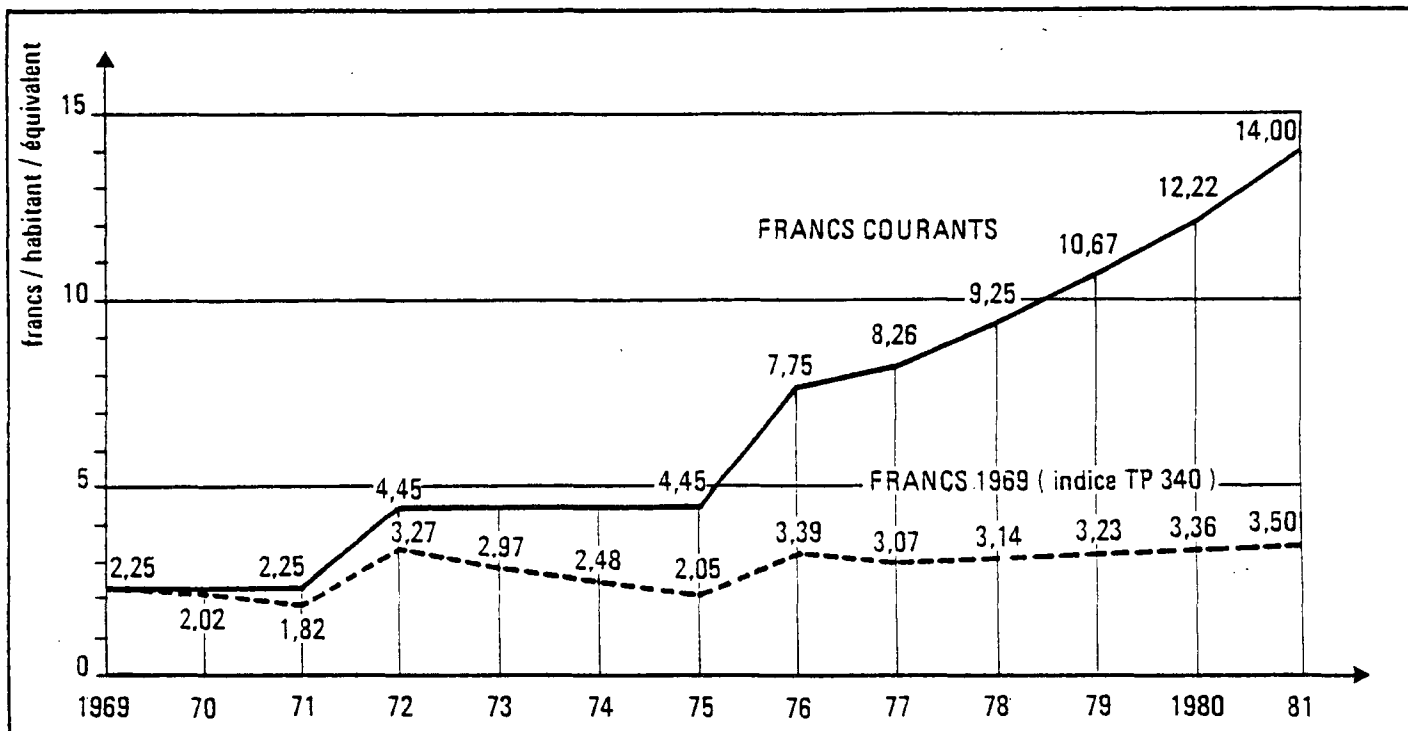
A ces paiements, il convient de rajouter le solde à payer au programme antérieur dont l'échéance prévisionnel s'établit comme suit :

| | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|-----|-----|----|----|--|--|--|--|-----|
| Solde à payer sur programme antérieur | 270 | 165 | 90 | 41 | | | | | 566 |
|---------------------------------------|-----|-----|----|----|--|--|--|--|-----|

* ligne modifiée

| Années | MO F/kg/j | MES F/kg/j | MA F/kg/j | MI F/K.eq.Tox./j | Sels solubles F/nho/j | Coefficient de collecte | Habitant | |
|--------|--------------|---------------|--------------|---------------------|--------------------------|----------------------------|------------------------|--------------------------|
| | | | | | | | Pollution F/hab.éq. | Pollution + transport |
| * 1982 | 140,8 | 70,4 | 114,9 | 1443,9 | 1385,0 | - | 16,085 | 16,085 |
| * 1983 | 162,4 | 81,2 | 132,5 | 1664,1 | 1596,3 | 1,15 | 18,5523 | 21,3351 |
| 1984 | 172,7 | 86,35 | 140,9 | 1770,2 | 1697,9 | 1,3 | 19,7289 | 25,6476 |
| 1985 | 183,0 | 91,5 | 149,4 | 1876,2 | 1799,6 | 1,4 | 20,907 | 29,2698 |
| 1986 | 194,2 | 97,1 | 158,5 | 1990,5 | 1909,2 | 1,5 | 22,1859 | 33,2789 |
| 1987 | 194,2 | 97,1 | 158,5 | 1990,5 | 1909,2 | 1,6 | 22,1859 | 35,4974 |
| 1988 | 194,2 | 97,1 | 158,5 | 1990,5 | 1909,2 | 1,6 | 22,1859 | 35,4974 |

REDEVANCE POLLUTION : EVOLUTION DU TAUX DE REDEVANCE



Les taux de croissance de la redevance d'une année par rapport à l'année précédente sont les suivants :

| Années | MO/MES/MI Sels solubles | MA | Habitant | |
|--------|----------------------------|--------|-----------|-----------------------------|
| | | | Pollution | Pollution + Transport |
| * 1982 | + 3 % | — | + 15 % | + 14,9 % |
| * 1983 | + 15 % | + 15 % | + 15 % | + 32,54 % |
| * 1984 | + 6,3 % | + 6,3% | + 6,3% | + 20,21 % |
| 1985 | + 6,3 % | + 6,3% | + 6,3% | + 14,12 % |
| 1986 | + 6,3 % | + 6,3% | + 6,3% | + 13,70 % |
| 1987 | — | — | — | + 6,67 % |
| 1988 | — | — | — | — |

4.2.3. - L'EQUILIBRE FINANCIER DU PROGRAMME LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Compte tenu des éléments précédents, les équilibres financiers du programme lutte contre la pollution s'établissent ainsi :

4.2.3.1. - Equilibre général (en millions de F. 1982)

| Dépenses | | Recettes | |
|--|-------------|--|-------------|
| Pollution classique et substances inhibitrices | 1347 | Redevance émise au cours du IV Programme. | |
| Pollution azotée | 256 | Pollution domestique (C.V. seule) | 2668 |
| Transport | | Pollution industrielle | 1534 |
| * d'eaux usées | 1028 | Transport | |
| Primes des collectivités locales. | 1666 | d'eaux usées (majoration de la C.V.) * | 985 |
| Aide au bon fonctionnement : — industriels | 74 | Flux de retour des prêts et avances. | 521 |
| — Collectivités locales | 463 | | |
| Etudes | 32 | Sous total | * 5708 |
| Frais de fonctionnement | 312 | Part des recettes à affecter aux paiements du solde du programme antérieur — | 566 |
| Total * | 5178 | Total | 5142 |

* La différence entre les dépenses et les recettes, soit 5178 MF - 5142 MF = 36 MF sera couverte par le flux de retour de prêts exceptionnels hors programme accordé par l'Agence au cours des années 1980-1981.

4.2.3.2. - Equilibre année par année

* ligne modifiée

| | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | solde | Total |
|--|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| Total dépenses IV* Programme Pollution (hors études et fonctionnement) * | 321 | 545 | 712 | 862 | 995 | 819 | 374 | 206- | 4834 |
| Fonctionnement et études | 52 | 54 | 54 | 54 | 54 | 52 | 24 | | 344 |
| Paiements sur programmes antérieurs | 270 | 165 | 90 | 41 | | | | | 566 |
| Total dépenses * | 643 | 764 | 856 | 957 | 1049 | 871 | 398 | 206 | 5744 |
| Redevances émises (1) | | | | | | | | | |
| — Pollution domestique | 326 | 375 | 400 | 427 | 455 | 456 | 229 | | 2668 |
| — Pollution industrielle | 196 | 220 | 238 | 245 | 256 | 254 | 125 | | 1534 |
| — Transport d'eaux usées | - | 56 | 120 | 171 | 228 | 273 | 137 | | 985 |
| Flux en retour des prêts et avances | 55 | 59 | 84 | 73 | 87 | 101 | 52 | | 521 |
| Total recettes * | 577 | 710 | 842 | 916 | 1026 | 1084 | 553 | | 5708 |
| Flux en retour de prêts exceptionnels | 3 | 12 | 21 | | | | | | 36 |
| Contribution du programme pollution à la variation du fonds de roulement * | -63 | -42 | +7 | -41 | -23 | +213 | +155 | -206 | 0 |

(1) Sur la base de la perception d'un acompte de 85 % l'année n et du solde l'année n + 1.

5 - TABLEAUX RECAPITULATIFS DE L'EQUILIBRE FINANCIER DU IV^e PROGRAMME

On trouvera ci-joints, suivant les recommandations du ministre de l'Environnement, les tableaux d'équilibre suivants :

- 5.1. - Tableau 1 - Equilibre global des emplois et des ressources pour le IV^e Programme
- 5.2. - Tableau 2 - Echancier annuel prévisionnel des décisions et dépenses de fonctionnement
- 5.3. - Tableau 3 - Tableau global de répartition par type d'aide des décisions prévisionnelles du IV^e Programme
- 5.4. - Tableau 4 - Equilibre prévisionnel des dépenses et des recettes.

5.1. - EQUILIBRE GLOBAL DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES POUR LE IV^e PROGRAMME (en millions de Francs)

* ligne modifiée

EMPLOIS

| | 1982 - 1986 | Dépenses obligatoires au-delà de 1986 |
|--|---------------------|---------------------------------------|
| Coût du programme pollution dont primes pour épuration | 1191 * 4834 | 475 |
| Coût programme ressources | 1418 (1) | |
| Etudes extérieures | 60 | |
| Fonctionnement | 308 | 101 |
| Reconstitution Fonds de Roulement | | |
| S/Totaux | * 3620 (1) | 101 (2) |
| Total* | * 6721 (1) + (2) | |

* On doit avoir (a) + (b) = (1) + (2) + (d)

(1) Ce programme comprend 15 MF d'échange standard des compteurs

(2) Ce prélèvement sur le fonds de roulement sera couvert pour partie par le flux de retour des prêts exceptionnels accordés au cours du programme précédent (75 MF)

RESSOURCES

| | 1982 à 1986 | 1987 à 1988 | Potentielles au-delà de 1988 |
|--|---------------------------|-------------|------------------------------|
| Redevances | | | |
| — pollution | * 3713 | 1474 | |
| — ressources | 946 | 319 | |
| Remboursement prêts et avances | 577 | 261 | |
| Autres (échange standard de compteurs) | 15 | | |
| Prélèvement sur fonds de roulement* | 135 (2) | | |
| Total | + 5386 (a) | 2054 (b) | — (c) |
| à déduire pour solde à payer sur programme antérieur | 719 (d) | | |
| Total net IV^e Programme | * 6721 (a) + (b) - (d) | | |

* Seule la variation nette du fonds de roulement figurera dans les tableaux : soit reconstitution, soit prélèvement.

5.2. - ECHEANCIER ANNUEL PREVISIONNEL DE REPARTITION DES DECISIONS ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU IV^e PROGRAMME

* ligne modifiée

| | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | s/s total 1982- 1986 | 1987 | 1988 | total période |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------------------------|------------|------------|------------------|
| POLLUTION | | | | | | | | | |
| Stations d'épuration des collectivités locales | 124 | 126 | 101 | 90 | 148 | 589 | | | 589 |
| Réseau | 110 | 160 | 200 | 248 | 310 | 1028 | | | 1028 |
| Epuration industrielle | 97 | 101 | 110 | 122 | 122 | 552 | | | 552 |
| Aide à l'élimination de déchets | 35 | 35 | 35 | 35 | 36 | 176 | | | 176 |
| SATESE | 12 | 14 | 17 | 20 | 23 | 86 | | | 86 |
| Prime d'épuration des collectivités locales | 174 | 212 | 236 | 270 | 299 | 1191 | 313 | 162 | 1666 |
| Aide au bon fonctionnement | | | | | | | | | |
| — coll. loc. | 67 | 78 | 87 | 110 | 121 | 463 | | | 463 |
| — industrie | 11 | 13 | 15 | 16 | 19 | 74 | | | 74 |
| Divers | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 200 | | | 200 |
| Sous-total Pollution | 670 | 779 | 841 | 951 | 1118 | 4359 | 313 | 162 | 4834 |
| RESSOURCE | | | | | | | | | |
| Amélioration des ressources en eau superficielle | 90 | 40 | 70 | 40 | 20 | 260 | | | 260 |
| Sécurité d'exploitation réseaux publics | 160 | 165 | 165 | 165 | 165 | 820 | | | 820 |
| Lutte contre le gaspillage | 6 | 9 | 13 | 19 | 26 | 73 | | | 73 |
| Aménagement et entretien des rivières | 8 | 11 | 15 | 20 | 30 | 84 | | | 84 |
| Protection et exploitation eaux souterraines | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 55 | | | 55 |
| Aide spécifique aux ZAR | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 100 | | | 100 |
| Divers + compteurs | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 | 26 | | | 26 |
| Sous-total Ressource | 300 | 281 | 299 | 280 | 278 | 1418 | | | 1418 |
| Etudes à l'extérieur | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 60 | | | 60 |
| Fonctionnement | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 | 315 | 63 | 31 | 409 |
| Total emplois | 1045 | 1115 | 1215 | 1306 | 1471 | 6152 | 376 | 193 | 6721 |
| Reconstitution du fonds de roulement (le cas échéant) | | | | | | (1) | | | |

(1) on indiquera alors seulement l'augmentation nette prévue ; les variations annuelles trouvant leur place dans l'équilibre paiements-recettes

5.3. - TABLEAU GLOBAL DE REPARTITION PAR TYPE D'AIDE DES DECISIONS PREVISIONNELLES DU PROGRAMME

| | Subventions | Prêts | Avances | autres | Totaux |
|--|-------------|------------|------------|----------|-------------|
| POLLUTION | | | | | |
| Stations d'épuration des collectivités locales | 579 | — | 10 | — | 589 |
| Réseau | 514 | — | 514 | — | 1028 |
| Epuration industrielle | 383 | 154 | 15 | — | 552 |
| Aide à l'élimination des déchets | 164 | 12 | — | — | 176 |
| SATESE | 86 | — | — | — | 86 |
| Prime d'épuration collectivités locales | 1666 | — | — | — | 1666 |
| Aide au bon fonctionnement (coll. loc.) | 463 | — | — | — | 463 |
| Aide au bon fonctionnement (industriels) | 74 | — | — | — | 74 |
| Divers | 115 | 68 | 17 | — | 200 |
| Sous-total Pollution | 4044 | 234 | 556 | — | 4834 |
| RESSOURCE | | | | | |
| Amélioration des ressources en eaux superficielles | 260 | — | — | — | 260 |
| Sécurité d'exploitation des réseaux publics | 494 | — | 326 | — | 820 |
| Lutte contre le gaspillage | — | — | 73 | — | 73 |
| Aménagement des rivières | 84 | — | — | — | 84 |
| Protection et mise en valeur des eaux souterraines | 55 | — | — | — | 55 |
| Aides spécifiques aux ZAR | 63 | — | 37 | — | 100 |
| Divers et compteurs | 26 | — | — | — | 26 |
| Sous-total Ressource | 982 | — | 436 | — | 1418 |
| Etudes | 60 | — | — | — | 60 |

* ligne modifiée **5.4. - EQUILIBRE PREVISIONNEL EN PAIEMENTS ET RECETTES**

| | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | solde | total |
|---|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|
| PAIEMENTS | | | | | | | | | |
| POLLUTION | | | | | | | | | |
| Stations d'épuration des collectivités locales | 19 | 62 | 90 | 99 | 110 | 102 | 61 | 46 | 589 |
| Réseau * | 22 | 87 | 142 | 188 | 239 | 223 | 42 | 85 | 1028 |
| Epuration industrielle | 15 | 49 | 76 | 97 | 114 | 100 | 60 | 41 | 552 |
| Aide à l'élimination de déchets | 5 | 18 | 26 | 32 | 35 | 30 | 18 | 12 | 178 |
| SATESE | 2 | 6 | 10 | 14 | 18 | 17 | 11 | 8 | 86 |
| Prime d'épuration des collectivités locales | 174 | 212 | 236 | 270 | 299 | 313 | 162 | 0 | 1666 |
| Aide au bon fonctionnement | | | | | | | | | |
| — coll loc | 67 | 78 | 87 | 110 | 121 | 0 | 0 | 0 | 463 |
| — industrie | 11 | 13 | 15 | 16 | 19 | 0 | 0 | 0 | 74 |
| Divers | 6 | 20 | 30 | 36 | 40 | 34 | 20 | 14 | 200 |
| Sous-total Pollution * | 321 | 545 | 712 | 862 | 995 | 819 | 374 | 206 | 4834 |
| RESSOURCE | | | | | | | | | |
| Amélioration eaux superficielles | 48 | 62 | 55 | 55 | 30 | 10 | — | — | 260 |
| Sécurité d'exploitation | — | 107 | 163 | 165 | 165 | 165 | 55 | — | 820 |
| Lutte contre le gaspillage | — | 5 | 8 | 12 | 20 | 21 | 7 | — | 73 |
| Aménagement des rivières | — | 5 | 10 | 13 | 18 | 28 | 10 | — | 84 |
| Protection et mise en valeur des eaux souterraines | — | 7 | 11 | 11 | 11 | 11 | 4 | — | 55 |
| Aide spécifique ZAR | — | 15 | 17 | 20 | 20 | 21 | 7 | — | 100 |
| Divers + compteurs | 3 | 5 | 5 | 5 | 5 | 2 | 1 | — | 26 |
| Sous-total Ressource | 51 | 206 | 269 | 281 | 269 | 258 | 84 | — | 1418 |
| Etudes à l'extérieur | 7 | 11 | 11 | 12 | 12 | 7 | 0 | — | 60 |
| Fonctionnement | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 | 31 | — | 409 |
| Solde à payer programmes antérieurs | 386 | 202 | 90 | 41 | — | — | — | — | 719 |
| Augmentation du fonds de roulement | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Total dépenses * | 928 | 1027 | 1145 | 1259 | 1339 | 1147 | 489 | 206 | 7440 |
| RECETTES | | | | | | | | | |
| Redevances émises au cours du IV ^e programme | | | | | | | | | |
| — Transport d'eaux usées * | — | 56 | 120 | 171 | 228 | 273 | 137 | — | 985 |
| — Pollution domestique (C.V.) | 326 | 375 | 400 | 427 | 455 | 456 | 229 | — | 2668 |
| — Pollution industrielle | 196 | 220 | 238 | 245 | 256 | 254 | 125 | — | 1534 |
| — Ressource | 155 | 185 | 193 | 202 | 211 | 211 | 108 | — | 1265 |
| Remboursement des prêts et avances | 92 | 92 | 134 | 117 | 138 | 163 | 98 | — | 838 |
| Divers | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | — | — | — | 15 |
| Flux en retour de prêts exceptionnels | 6 | 25 | 44 | — | — | — | — | — | 75 |
| Diminution du fonds de roulement | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Total recettes * | 778 | 960 | 1132 | 1165 | 1291 | 1357 | 697 | — | 7380 |
| Variation nette du fonds de roulement * | — 50 | — 67 | — 13 | — 94 | — 48 | + 210 | + 208 | — 206 | — 60 |
| Fonds de roulement en fin d'année au 31.12.81, 300 MF. | 250 | 183 | 170 | 76 | 28 | | | | |
| Nombre de mois de fonctionnement Agence * | 3,6 | 2,1 | 1,8 | 0,7 | 0,3 | | | | |

ANNEXE XI

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION :

1 - PAR SOUS-BASSINS

2 - PAR REGIONS

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES COLLECTIVITES

(stations d'épuration et transport des eaux usées)

MF 1982

1 - Par sous-bassin

| Sous-Bassin | Montant des travaux | Subventions | Avances | Total engagements |
|---------------------------------|---------------------|-------------|---------|-------------------|
| NOISE | | | | |
| - Stations de collectivités | 124,8 | 48,7 | 1 | 49,7 |
| - Réseaux | 310 | 62 | 62 | 124 |
| MARNE | | | | |
| - Stations de collectivités | 112,6 | 43,9 | 0,5 | 44,4 |
| - Réseaux | 205 | 41 | 41 | 82 |
| SEINE AMONT | | | | |
| - Stations de collectivités | 665,1 | 259,5 | 5 | 264,5 |
| - Réseaux | 835 | 167 | 167 | 334 |
| RIVIERES NORMANDES | | | | |
| - Stations de collectivités | 97 | 37,5 | 0,5 | 38,3 |
| - Réseaux | 175 | 35 | 35 | 70 |
| SEINE AVAL | | | | |
| - Stations de collectivités | 484,5 | 189,1 | 3 | 192,1 |
| - Réseaux | 1 045 | 209 | 209 | 418 |
| TOTAL STATIONS DE COLLECTIVITES | 1 484 | 579 | 10 | 589 |
| TOTAL RESEAUX | 2 570 | 514 | 514 | 1 028 |
| TOTAL GENERAL | 4 054 | 1 093 | 524 | 1 617 |

2 - Par région

| Région | | Montant des travaux | Subventions | Avances | Total engagements |
|--|----------|---------------------|-------------|---------|-------------------|
| BOURGOGNE | | | | | |
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | 26 | 10,2 | 0,5 | 10,7 |
| . Tennerre | 1,5 | | | | |
| . Vézelay | <u>2</u> | | | | |
| - Grands collecteurs | 3,5 | 8 } 38 } | 46 | 9,2 | 18,4 |
| - Réseaux de desserte | | | 9 | 1,8 | 3,6 |
| - Amélioration de réseaux | | | 9,5 | 1,9 | 3,8 |
| - Assainissement autonome | | | 90,5 | 23,1 | 36,5 |
| TOTAL | | | | 13,4 | |

CENTRE

| | | | | | |
|--|----------|-------------|------|------|------|
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | 31 | 12,1 | 0,5 | 12,6 |
| . Auneau | 2 | | | | |
| . Chartres | 10 | | | | |
| . Nogent le Roi | 2 | | | | |
| . Amilly | <u>3</u> | | | | |
| - Grands collecteurs | 17 | 6 } 27 } | 33 | 6,6 | 13,2 |
| - Réseaux de desserte | | | 6,5 | 1,3 | 2,6 |
| - Amélioration de réseaux | | | 8 | 1,6 | 3,2 |
| - Assainissement autonome | | | 78,5 | 21,6 | 31,6 |
| TOTAL | | | | 10 | |

CHAMPAGNE ARDENNE

| | | | | | |
|--|----------|--------------|-------|------|------|
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | 61 | 23,8 | 1 | 24,8 |
| . Rethel | 4 | | | | |
| . Rouilly-Sacey | 5,2 | | | | |
| . Reims | 15 | | | | |
| . Warméville | 1,3 | | | | |
| . Joinville | <u>1</u> | | | | |
| - Grands collecteurs | 26,5 | 55 } 56 } | 111 | 22,2 | 44,4 |
| - Réseaux de desserte | | | 25 | 5 | 10 |
| - Amélioration de réseaux | | | 25,5 | 5,1 | 10,2 |
| - Assainissement autonome | | | 222,5 | 56,1 | 89,4 |
| TOTAL | | | | 33,3 | |

BASSE-NORMANDIE

| | | | | | |
|--|-----------|--------------|------|------|-------|
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | 100 | 39 | 1 | 40 |
| . Falaise | 4,5 | | | | |
| . Vire | 5 | | | | |
| . Mont-Saint-Michel | <u>18</u> | | | | |
| - Grands collecteurs | 27,5 | 10 } 91 } | 101 | 20,2 | 40,4 |
| - Réseaux de desserte | | | 20,5 | 4,1 | 8,2 |
| - Amélioration de réseaux | | | 52,5 | 10,5 | 21 |
| - Assainissement autonome | | | 274 | 73,8 | 109,6 |
| TOTAL | | | | 35,8 | 64 |

| Région | | | Montant des travaux | Subventions | Avances | Total engagements |
|--|------------|-------|------------------------|-------------|---------|----------------------|
| HAUTE-NORMANDIE | | | | | | |
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | | 91 | 35,5 | 1 | 36,5 |
| . Les Andelys | 5 | | | | | |
| . Evreux | 7 | | | | | |
| . Gaillon | 5 | | | | | |
| . Vernon Saint Marcel | 8 | | | | | |
| . Rouen | 8 | | | | | |
| . Le Havre | <u>15</u> | | | | | |
| | 48 | | | | | |
| - Grands collecteurs | | 51 } | 160 | 32 | 32 | 64 |
| - Réseaux de desserte | | 109 } | 32,5 | 6,5 | 6,5 | 13 |
| - Amélioration de réseaux | | | 27 | 5,4 | 5,4 | 10,8 |
| - Assainissement autonome | | | | | | |
| TOTAL | | | 310,5 | 79,4 | 44,9 | 124,3 |
| LORRAINE | | | | | | |
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | | 16 | 6,2 | 0,5 | 6,7 |
| . Bar le Duc | 3,5 | | | | | |
| . Ligny en Barois | <u>4,8</u> | | | | | |
| | 8,3 | | | | | |
| - Grands collecteurs | | 8 } | 11 | 2,2 | 2,2 | 4,4 |
| - Réseaux de desserte | | 3 } | 2 | 0,4 | 0,4 | 0,8 |
| - Amélioration de réseaux | | | 1,75 | 0,35 | 0,35 | 0,7 |
| - Assainissement autonome | | | | | | |
| TOTAL | | | 30,75 | 9,15 | 3,45 | 12,6 |
| PICARDIE | | | | | | |
| - Stations de collectivités dont, à titre indicatif : | | | 114 | 44,5 | 0,5 | 45 |
| . Soissons | 11 | | | | | |
| . Chantilly | 12 | | | | | |
| . Creil | 22 | | | | | |
| . Compiègne | 11 | | | | | |
| . Mouy | 13 | | | | | |
| . Beauvais | <u>5</u> | | | | | |
| | 74 | | | | | |
| - Grands collecteurs | | 12 } | 168 | 33,6 | 33,6 | 67,2 |
| - Réseaux de desserte | | 156 } | 25 | 5 | 5 | 10 |
| - Amélioration de réseaux | | | 45 | 9 | 9 | 18 |
| - Assainissement autonome | | | | | | |
| TOTAL | | | 352 | 92,1 | 48,1 | 140,2 |

| Région | | Montant des travaux | Subventions | Avances | Total engagements |
|-------------------------------|--------------|------------------------|-------------|---------|----------------------|
| ILE-DE-FRANCE | | | | | |
| - Stations de collectivités | | 1 045 | 407,7 | 5 | 412,7 |
| Mont : . Valenton | 593 | | | | |
| . prétraitement Achères | 60 | | | | |
| et à titre indicatif : | | | | | |
| . Achères V | 230 | | | | |
| . Achères début niveau V | 28 | | | | |
| . Modernisation Achères I, II | 120 | | | | |
| . Etampes | 13 | | | | |
| . Evry | 15 | | | | |
| . Fontainebleau | 9 | | | | |
| . Provins | 4 | | | | |
| | <u>1 072</u> | | | | |
| - Grands collecteurs | | 850 | } 250 | 250 | 500 |
| - Réseaux de desserte | | 400 | | | |
| - Amélioration de réseaux | | 394,5 | 78,9 | 78,9 | 157,8 |
| - Assainissement autonome | | 5,75 | 1,15 | 1,15 | 2,3 |
| TOTAL | | 2 695,25 | 737,75 | 335,05 | 1 072,8 |

TOTAL

| | | | | | |
|-----------------------------|----------------|-------|-------|-----|-------|
| - Stations de collectivités | | 1 484 | 579 | 10 | 589 |
| - Grands collecteurs | } 1 000 880 | 1 880 | 376 | 376 | 752 |
| - Réseaux de desserte | | | | | |
| - Amélioration de réseaux | | 515 | 103 | 103 | 206 |
| - Assainissement autonome | | 175 | 35 | 35 | 70 |
| TOTAL GENERAL | | 4 054 | 1 093 | 524 | 1 617 |

DELIBERATION N° 82-11 DU 3 JUIN 1982
 RELATIVE AU COEFFICIENT DE COLLECTE APPLICABLE AUX REDEVANCES
 DUES PAR LES USAGES DOMESTIQUES ET ASSIMILES

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie"

- Vu la délibération n° 81-19 du 26 octobre 1981 portant approbation du IVème Programme d'Intervention de l'Agence (1982-1986)
- Vu la délibération n° 81-22 du 26 octobre 1981 relative aux redevances au titre de la détérioration de la qualité de l'eau et à la prime pour épuration
- Vu la délibération n° 81-23 du 26 octobre 1981 relative au coefficient de collecte applicable aux redevances
- Vu la délibération n° 81-24 du 26 octobre 1981 relative à la délimitation des zones
- Vu la délibération n° 82-10 du 3 juin 1982 portant adaptation du IVème Programme d'Intervention de l'Agence

D E L I B E R E

Article 1

Pour les usages domestiques de l'eau et pour les usages non domestiques mais assimilés définis à l'article 14-1 (1°) de la loi n° 64-1 245 du 16 décembre 1964, les taux de redevances seront modulés par un coefficient tenant compte des sujétions de collecte des effluents.

Pour les années de 1983 à 1988, les coefficients de collecte sont les suivants.

| Années | Coefficient de collecte |
|--------|-------------------------|
| 1983 | 1,15 |
| 1984 | 1,3 |
| 1985 | 1,4 |
| 1986 | 1,5 |
| 1987 | 1,6 |
| 1988 | 1,6 |

Article 2

La présente délibération ne sera applicable que dans la mesure où les textes réglementaires pris en application de l'article 14-1 de la loi modifiée du 16 décembre 1964 seront complétés pour permettre leur application.

Article 3

La présente délibération annule et remplace la délibération n° 81-23 du 26 octobre 1981.

La présente délibération sera publiée au Journal Officiel.

Elle sera exécutoire un jour franc après sa publication au Journal Officiel et au plus tôt au 1er janvier 1983.

Le Secrétaire,
Directeur de l'Agence,

Le Président du
Conseil d'Administration,



Claude LEFROU



Lucien VOCHEL

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

DELIBERATION N° 82-12 DU 3 JUIN 1982
PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER 1981

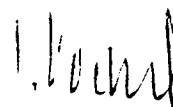
Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie", après en avoir délibéré, approuve le compte financier de l'exercice 1981 présenté par l'Agent Comptable.

Le Secrétaire,
Directeur de l'Agence,



Claude LEFROU

Le Président du
Conseil d'Administration,



Lucien VOCHÉL

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 3 JUIN 1982

QUESTION N° 4

DELIBERATION N° 82/13

PORTANT APPROBATION DE LA DECISION MODIFICATIVE N° 3

DU BUDGET DE 1982

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie", après en avoir délibéré, approuve la décision modificative n° 3 au budget de 1982 de l'Agence ; en conséquence de cette décision, le budget est arrêté aux sommes suivantes :

| INTITULES | BUDGET APRES DM2 | D M 3 | BUDGET APRES DM3 |
|---------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <u>RECETTES</u> Section I | 759 720 737 | 1 452 038 | 761 172 775 |
| Section II | 57 870 000 | - | 57 870 000 |
| TOTAL DES RECETTES | 817 590 737 | 1 452 038 | 819 042 775 |
| <u>DEPENSES</u> Section I | | | |
| A. Fonctionnement | 62 647 000 | 8 064 938 | 70 711 938 |
| B. Etudes et interventions | 686 200 000 | 13 981 744 | 700 181 744 |
| C. Ressources affectées | 37 265 737 | 1 442 038 | 38 707 775 |
| TOTAL SECTION I | 786 112 737 | 23 488 720 | 809 601 457 |
| Section II | | | |
| A. Immobilisations | 60 288 000 | 340 496 | 60 628 496 |
| B. Interventions | 118 800 000 | 576 111 | 119 376 111 |
| TOTAL SECTION II | 179 088 000 | 916 607 | 180 004 607 |
| TOTAL DES DEPENSES | 965 200 737 | 24 405 327 | 989 606 064 |
| Variation du fonds de roulement | -147 610 000 | -22 953 289 | -170 563 289 |

Le Secrétaire, Directeur de l'Agence

Le Président du Conseil d'Administration




DELIBERATION N° 82-14 DU 3 JUIN 1982
PORTANT ADAPTATION DU IVÈME PROGRAMME 1982-1986
(Aménagement et entretien des rivières)

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie"

- Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution

- Vu le décret n° 66-700 du 14 décembre 1966 relatif aux Agences Financières de Bassin

- Vu le IVème Programme d'Intervention de l'Agence Financière de Bassin "Seine-Normandie"

D E L I B E R E

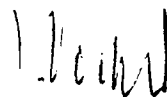
Les modalités d'aide aux travaux d'aménagement et d'entretien des rivières, annexés à la présente délibération, sont adoptées.

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,



Claude LEFROU

LE PRESIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Lucien Vochel

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RESTAURATION

. OBJECTIF

Aménager et restaurer les rivières domaniales et non domaniales, y compris les bras morts, mais à l'exclusion du chenal navigable. Aider aux dépenses correspondantes et à la constitution d'un parc départemental de matériel.

. AIDE

- Bénéficiaires : Etat, collectivités locales, Etablissements Publics Régionaux, Fédérations Départementales de Pêche et de Pisciculture, Associations syndicales de propriétaires riverains, département.
- Assiette : - travaux (autres que les bassins écrêteurs): montant des dépenses réelles
 - bassins écrêteurs de crues : dépenses correspondant à la création d'une capacité de stockage nécessaire à l'objectif d'écrêtement d'un cours d'eau à écoulement permanent majorées forfaitairement de 10% au maximum, et dépenses correspondant aux ouvrages d'accompagnement éventuels indispensables du point de vue qualitatif (dessaleurs, deshuileurs).
 - matériel : coût du matériel et de l'infrastructure correspondante (ateliers)
- Forme d'aide : - Subvention
- Taux d'aide : 30% (Dans le cas des bassins écrêteurs, lorsque les bassins ont également le rôle de soutien des étiages, le taux d'aide appliqué est celui correspondant à cette dernière fonction 40%).

. CONDITIONS

Les travaux sont ceux qui résultent du plan d'aménagement préalablement établi. Ils doivent être exécutés dans l'ordre prédéterminé par ce plan, à l'exception de l'enlèvement de la végétation tombée dans la rivière et du fauchage. Les maîtres d'ouvrage doivent s'engager à veiller au bon entretien des ouvrages réalisés et des lieux restaurés.

Dans le cas des bassins écrêteurs de crues, l'aide est accordée lorsqu'ils sont destinés à régulariser un cours d'eau pérenne. Les bassins implantés dans les vallons secs pour la protection contre les pluies d'orage, de même les bassins implantés en milieu urbanisé et motivés par le dimensionnement des réseaux d'assainissement pluvial ne sont aidés que lorsqu'ils sont explicitement prévus lors de la création d'une zone d'action renforcée.

Dans le cas du parc départemental, l'aide sera accordée pour l'acquisition du matériel spécifique aux travaux de restauration et d'entretien et dont ne disposent pas traditionnellement les entreprises de travaux publics.

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

DELIBERATION N° 82-15 DU 3 JUIN 1982
RELATIVE A LA REMISE GRACIEUSE DE MAJORATION DE REDEVANCES
IMPAYEES DANS LES DELAIS IMPARTIS

Le Conseil d'Administration

- Vu les demandes de remises gracieuses de majoration de redevances déposées par des redevables
- Vu l'avis de la Commission des Finances du 25 mai 1982

D E L I B E R E

Article unique

Les demandes de remises gracieuses de majoration de redevance font l'objet des décisions relevées dans le tableau ci-après :

| N° de compte | Nom du redevable | Décision |
|--------------|---|---|
| 1 133 G | Nobel PRB Explosifs 14560 La Rivière : Saint Sauveur | Remise totale |
| 1 311 A | SICA d'Alizay | Remise totale |
| 2 772 N | Sté d'exploitation laitière - Fromage- : rie du Moulin de Gaye | Remise totale pour 1980 : Remise de 50 % pour 1981 |
| 3 513 U | Hôpital - Groupe Hospitalier P DOUMER : à Cinqueux | Remise totale |
| 3 618 H | Blanchisserie Industrielle de l'Oise : à Cauffry | Remise totale |
| 11 446 S | Everitube - 77 Dammarie les Lys | Remise totale |
| 32 678 V | GECAB | Remise totale |
| 36 960 B | Coopérative Vinicole Chigny les Roses | Remise totale |
| 32 973 R | Coopérative Agricole La Goutte d'Or - : Vertus | Remise totale |
| 32 974 S | Coopérative la Vigneronne | Remise totale |
| 33 009 E | Coopérative Champagne Nectar des Noirs | Remise totale |

| N° de compte | Nom du redevable | Décision |
|--------------|---|--|
| 33 010 F | S.A. Caen Viande - Mondeville | Remise totale pour 1980 Remise 50 % pour 1981 |
| 33 041 P | Sté Nouvelle Perrotte Poulard- Dieppe | Remise 50 % |
| 33 468 D | Assistance Publique - Blanchisserie Mac Donald | Remise totale |
| 33 517 G | SCUP - St Maur | Remise totale pour 1980 Remise 50 % pour 1981 |
| 33 576 W | Blanchisserie de l'Hôpital Charles Foix - Ivry-sur-Seine | Remise totale |
| 13 006 M | Everball - Corbeil Essonnes | Remise totale |
| 161 699 K | Sté SFM | Remise totale |
| 162 404 B | Groupe Hospitalier Paul Brousse - Villejuif | Remise totale |
| 162 371 R | Hôpital Corentin Celton - Issy-les- Moulineaux | Remise totale |
| 162 378 Y | Hôpital Charles Foix - Ivry-sur-Seine | Remise totale |

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,



Claude LEFROU

LE PRESIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Lucien VOCHÉL

DELIBERATION N° 82-16 RELATIVE
A L'EXTENSION DES LOCAUX DE LA DELEGATION
DU BASSIN DE L'OISE

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin
"Seine-Normandie"

D E C I D E

- Le Directeur de l'Agence est autorisé à effectuer les travaux d'extension des locaux de la Délégation du Bassin de l'Oise, pour une dépense prévisionnelle évaluée à 1 376 500 F H.T. (valeur décembre 1981), et à signer les marchés correspondants.

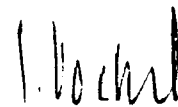
Il est chargé de veiller à leur exécution jusqu'à parfait achèvement et paiement des travaux.

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,

LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Claude LEFROU



Lucien VOCHEL

DELIBERATION N° 82-17 DU 3 JUIN 1982
RELATIVE A LA POLLUTION ACCIDENTELLE
DES RESEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Le Conseil d'Administration de l'Agence Financière de Bassin
"Seine-Normandie"

- Vu le IVème Programme d'Intervention de l'Agence (1982-1986) approuvé par délibération n° 81-19 du 26 octobre 1981 du Conseil d'Administration ;
- Vu la demande du Ministère de l'Environnement du 27 avril 1982 dans laquelle celui-ci souhaite que les Agences complètent leurs interventions normales en matière d'eau potable par un système d'aides à court terme très rapidement mobilisables et permettant à ces communes d'engager les travaux d'urgences nécessaires sans attendre la mise en place effective des financements normaux dont elles peuvent bénéficier ;
- Considérant que hors agglomération parisienne l'Agence a déjà pris des dispositions en ce sens dans la rubrique 4151-11 du IVème Programme ;
- Considérant que pour les communes de la Zone d'Action Renforcée parisienne dont le réseau d'alimentation en eau est interconnecté, les dispositions existantes ne justifient pas une intervention supplémentaire de l'Agence ;
- Considérant que des dispositions particulières doivent être prises pour les communes de la Zone d'Action Renforcée parisienne dont le réseau n'est pas interconnecté ;

D E C I D E


Les Collectivités Locales de la Zone d'Action Renforcée parisienne dont le réseau d'alimentation en eau n'est pas interconnecté pourront, en cas de pollution accidentelle d'un point d'eau nécessitant une procédure d'urgence, bénéficier d'une aide exceptionnelle en subvention (70 %) accordée par le Directeur qui aura reçu une délégation spéciale avec procédure accélérée auprès du Contrôleur Financier.

LE SECRETAIRE,
DIRECTEUR DE L'AGENCE,



Claude LEFROU

LE PRESIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION



Lucien Vochel